

Conclusion :

**une politique démocratique
de la finance et du crédit,
c'est possible !**

« Première pièce : compte de profits et pertes à l'usage des enfants d'Israël, des purs élus. Ce compte divisé par colonnes vous donne le débit et le crédit de chacun des comptes qui constituent l'inventaire. Deuxième pièce : même compte où les dépenses et les recettes ont réunies par groupes (à l'usage des Gentils de la Porte). Nous confectionnerons ensemble une troisième pièce pour les Philistins, c'est-à-dire les actionnaires, quand les deux premières auront été passées au crible ²²⁵ ». C'est dans ce langage biblique de banquier calviniste que Letourneur, directeur du Crédit Lyonnais, présentait en 1864 les premiers comptes de la banque tout récemment créée aux dirigeants fondateurs Henri Germain, César Michel et Charles Sautter.

C'est avec cette ingénuité qu'il établissait les hiérarchies entre ces derniers (les « purs élus »), les membres du conseil d'administration (les « Gentils de la Porte »), et les simples actionnaires, à qui il n'est pas bon de révéler toute la vérité sur les comptes. Quant au reste du public, il n'en était même pas fait mention. À un lecteur contemporain, tout cela paraît à la fois bien éloigné et étrangement familier. Qu'est-ce qui a donc changé depuis le Second empire ?

Sûrement pas la tradition du secret bancaire. Encore moins la centralisation du pouvoir de l'argent, et sa condition nécessaire : la concentration des informations stratégiques en un tout petit cercle d'initiés. Ce qui a changé, en revanche, c'est que la banque, la finance et la monnaie

ne sont plus seulement l'affaire d'une minorité de possédants, de rentiers ou d'entrepreneurs. Aujourd'hui, tout un chacun a affaire au système bancaire, à tel point que le droit au compte pour tous, même les plus pauvres, est considéré à juste titre comme un besoin fondamental.

De nos jours, comme par le passé, le sort de millions d'êtres humains — leur emploi, l'avenir de leur ville, de leur région — dépend de décisions prises dans les cercles restreints du pouvoir financier. Mais l'argent avec lequel le système monétaire et financier travaille est, pour une part substantielle, celui des salariés, celui qu'ils déposent dans les banques. Pourquoi l'usage qui en est fait continuerait-il, pour toujours, d'être dicté par les calculs de rentabilité qui, dans les salles de marchés et les conseils d'administration, déterminent, jour après jour, la composition des portefeuilles de titres ?

Question d'autant plus légitime que vingt-cinq ans d'expérience nous ont maintenant appris les graves inconvénients du pilotage de l'économie par les marchés financiers. Contrairement aux présupposés de la doctrine libérale qui leur a servi de justification, la libération totale des mouvements de capitaux et des taux d'intérêt, les privatisations, la précarisation des emplois, la pression sur les dépenses publiques n'ont empêché en rien le chômage massif de persister, les injustices sociales et les fractures politiques de s'accroître, l'environnement de se dégrader. Et voilà, six ans après le passage à l'euro, que la crise d'une construction européenne conçue comme une entreprise au service des marchés financiers et des multinationales apparaît au grand jour avec, dans les urnes, la révolte des peuples contre les fléaux du chômage et de la précarité entretenus par les politiques néo-libérales.

Derrière ces différentes manifestations d'une même crise systémique, ce qui apparaît de plus en plus au grand

jour, c'est que les exigences d'une nouvelle civilisation, tirant parti de la révolution technologique informationnelle pour le développement de tous les individus, dans le respect de l'environnement, ne peuvent pas être satisfaites avec l'obsession, dictée par les critères de rentabilité capitalistes, de précariser l'emploi pour peser sur les salaires et les dépenses de formation. La faiblesse de la demande qui en résulte se conjugue avec la mise en œuvre insuffisante des nouvelles techniques de gestion, de transmission et de partage de l'information pour prolonger la crise de l'accumulation capitaliste au-delà des délais observés dans le passé.

Ce livre ne visait pas à démontrer que cette situation est révoltante et qu'il est souhaitable de mettre fin à la tyrannie des marchés financiers : des millions de citoyens en sont déjà convaincus de par le monde.

Ce que nous espérons avoir montré, au fil de ces chapitres, c'est qu'un tel projet est économiquement et socialement viable. Les éléments de sa réalisation, ouvrant la voie à un dépassement du capitalisme et de l'économie marchande qui en est le substrat, existent d'ores et déjà dans le monde d'aujourd'hui. Les luttes sociales combattent, plus ou moins directement, la fatalité des licenciements et le pouvoir sans partage de la finance dans les entreprises. Les mouvements en faveur de la « responsabilité sociale des entreprises » ou du « développement durable » représentent autant de contestations potentielles des critères de gestion capitalistes. Les rassemblements pour une autre mondialisation vont parfois jusqu'à mettre en cause la liberté des capitaux. Ces exigences trouvent des échos jusque dans les mouvements sociaux qui se produisent à l'intérieur même du système monétaire et financier.

Sur chacun de ces points, des solutions techniques existent pour dégager la société de la domination des marchés

financiers et faire fonctionner autrement les institutions financières. Le point clé est le pouvoir attaché à la création de monnaie, tel que l'exercent les banques et les banques centrales. Le levier le plus puissant est celui du crédit bancaire. Le réorienter en faveur d'une sécurité d'emploi ou de formation, c'est à la fois priver l'incendie financier d'une partie de son carburant, et c'est changer l'un des critères principaux selon lesquels sont sélectionnés les projets qui bénéficieront d'un financement.

La crise persistante de la finance, de l'économie et de la société rend chaque jour plus urgente la convergence des mouvements sociaux pour la mise en œuvre de ces solutions, à travers la conquête de pouvoirs nouveaux, y compris dans le domaine de la finance, par les citoyens et les travailleurs. Depuis les luttes pour l'emploi dans les entreprises et les expériences engagées pour la constitution de fonds régionaux pour l'emploi et la formation, jusqu'à l'exigence d'une refonte du FMI et de la Banque mondiale, avec une monnaie commune, pour permettre la mise à disposition de biens communs à toute l'humanité, nous avons parcouru les terrains possibles, « du local au mondial », de ces convergences.

Sur chacun de ces terrains, nous avons rencontré une nécessité sans laquelle tout programme de transformation sociale ne serait que bavardage : la remise en cause des règles qui verrouillent l'action de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales. L'échec du projet de Constitution, qui visait précisément à rendre impossible cette remise en cause, est donc une occasion historique, non seulement de réussir une construction européenne décidée, orientée et contrôlée par les peuples, mais d'ouvrir la voie à la nouvelle civilisation qui se cherche à travers la crise.

Que manque-t-il donc pour que ces convergences par-

viennent à se construire ? Sans doute l'expression d'une cohérence politique et sociale, capable de faire percevoir que luttes immédiates pour des améliorations sociales et efforts politiques pour se dégager de la domination des marchés financiers ne sont au fond que les deux aspects principaux d'une même réalité, le mouvement historique de dépassement du capitalisme. Beaucoup va dépendre de la qualité des perspectives qui vont s'ouvrir après le rejet du traité constitutionnel européen, et de la place qu'y tiendra l'action pour un autre crédit, pour une monnaie servant le développement des êtres humains plutôt que l'accumulation des profits financiers.